

BUREAU METROPOLITAIN DU
LUNDI 16 JUIN 2025

NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS EN EXERCICE : 15		
QUORUM : 8		
PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
12	0	3
OBJET DE LA DECISION		
N° 25/349		
ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION DE 120 000 € A L'ASSOCIATION AIVS LE TOIT POUR LA PERIODE 2025/2027 - AUTORISATION DE SIGNATURE		

Le Bureau Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre GIRAN.

PRESENTS :

M. Thierry ALBERTINI, Mme Hélène ARNAUD-BILL, M. Robert CAVANNA, M. Jean-Pierre GIRAN, M. Arnaud LATIL, Mme Geneviève LEVY, M. Cheikh MANSOUR, Mme Josée MASSI, M. Jean-Louis MASSON, M. Ange MUSSO, M. Francis ROUX, M. Hervé STASSINOS.

ABSENTS :

M. Robert BENEVENTI, M. Jean-Sébastien VIALATTE, M. Gilles VINCENT.

DÉCISION MÉTROPOLITAINE

N° 25/349

BUREAU DU 16 JUIN 2025

**O B J E T : ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION DE 120 000 € A
L'ASSOCIATION AIVS LE TOIT POUR LA PERIODE
2025/2027 - AUTORISATION DE SIGNATURE**

LE BUREAU MÉTROPOLITAIN,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la
Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n°23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au
Bureau,

VU la délibération n°03/02/05/05 du 7 février 2003 définissant l'intérêt communautaire en matière d'Equilibre Social de l'Habitat, modifiée par les délibérations n°05/06/40/87 du 23 juin 2005 et n°07/12/28/224 du 13 décembre 2007 actualisant la compétence équilibre social de l'habitat,

VU la délibération n°21/05/2021 portant prescription du troisième programme local de l'habitat pour la période 2023 – 2028,

VU la délibération n°24/09/200 du Conseil Métropolitain du 12 septembre 2024 arrêtant le projet de PLH pour la période 2024/2029,

VU la délibération n°24/12/332 du Conseil Métropolitain du 19 décembre 2024 arrêtant définitivement le projet de PLH pour la période 2024/2029,

VU l'avis favorable de la commission « Politique de la ville et habitat » en date du 04 juin 2025,

VU la convention ci-après annexée,

CONSIDERANT que dans le cadre de sa compétence en matière de Politique Locale de l'Habitat, la Métropole TPM souhaite accompagner le développement d'une offre de logement adaptée et abordable, tenant compte des familles, des jeunes actifs, du vieillissement de la population et des besoins des publics spécifiques mais aussi favoriser un développement équilibré et durable, conciliant sobriété foncière et réhabilitation urbaine, notamment à travers des projets de rénovation,

CONSIDERANT que sur le territoire métropolitain, la production neuve de logements ne peut plus constituer le seul vecteur de développement de l'offre de logements et que le parc privé existant doit être investigué et considéré comme un potentiel avéré et que pour ce faire, il convient d'imaginer de nouveaux outils, partenariats et process permettant de concrétiser ce choix,

CONSIDERANT la demande de subvention de 120 000 € de l'Association AIVS LE TOIT pour la période 2025/2027 en vue de la production d'une offre locative privée accessible aux ménages modestes du territoire métropolitain,

CONSIDERANT que l'association AIVS LE TOIT mène des actions de prospection et de captation de logements en vue de développer une offre de logements spécifiquement destinée aux publics identifiés comme prioritaires, notamment des ménages aux revenus modestes, des jeunes et des travailleurs temporaires, qui rencontrent des difficultés d'accès au logement,

CONSIDERANT que l'association AIVS LE TOIT accompagne les bailleurs privés en encourageant la réalisation de travaux de rénovation et d'amélioration énergétique afin de remettre des logements sur le marché locatif et ainsi contribuer à la massification à l'offre de logements privés abordables au sein de la Métropole TPM,

CONSIDERANT que dans le cadre de cet accompagnement, l'association AIVS LE TOIT a pour mission de promouvoir le conventionnement ANAH et d'apporter son expertise en complément du dispositif « Bien chez soi » de la Métropole TPM,

CONSIDERANT que cette association s'inscrit dans les objectifs de la politique locale de l'habitat métropolitaine à travers l'amélioration qualitative de l'offre de logement locative privée abordable pour les ménages modestes de la Métropole et permet plus précisément aux besoins en logement des plus démunis,

Et après en avoir délibéré,

D E C I D E

ARTICLE 1

D'ADOPTER les termes de la convention ci-annexée et d'accorder à l'Association AIVS LE TOIT une subvention d'un montant total de 120 000 € pour la période 2025/2027, soit un montant annuel de 40 000 euros pendant 3 ans.

ARTICLE 2

D'AUTORISER Monsieur le Président à signer ladite convention pluriannuelle pour la période 2025/2027.

ARTICLE 3

DE DIRE que les crédits sont inscrits au Budget Principal 2025 à l'opération 62, article 65748.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.
Pour extrait certifié conforme au registre.

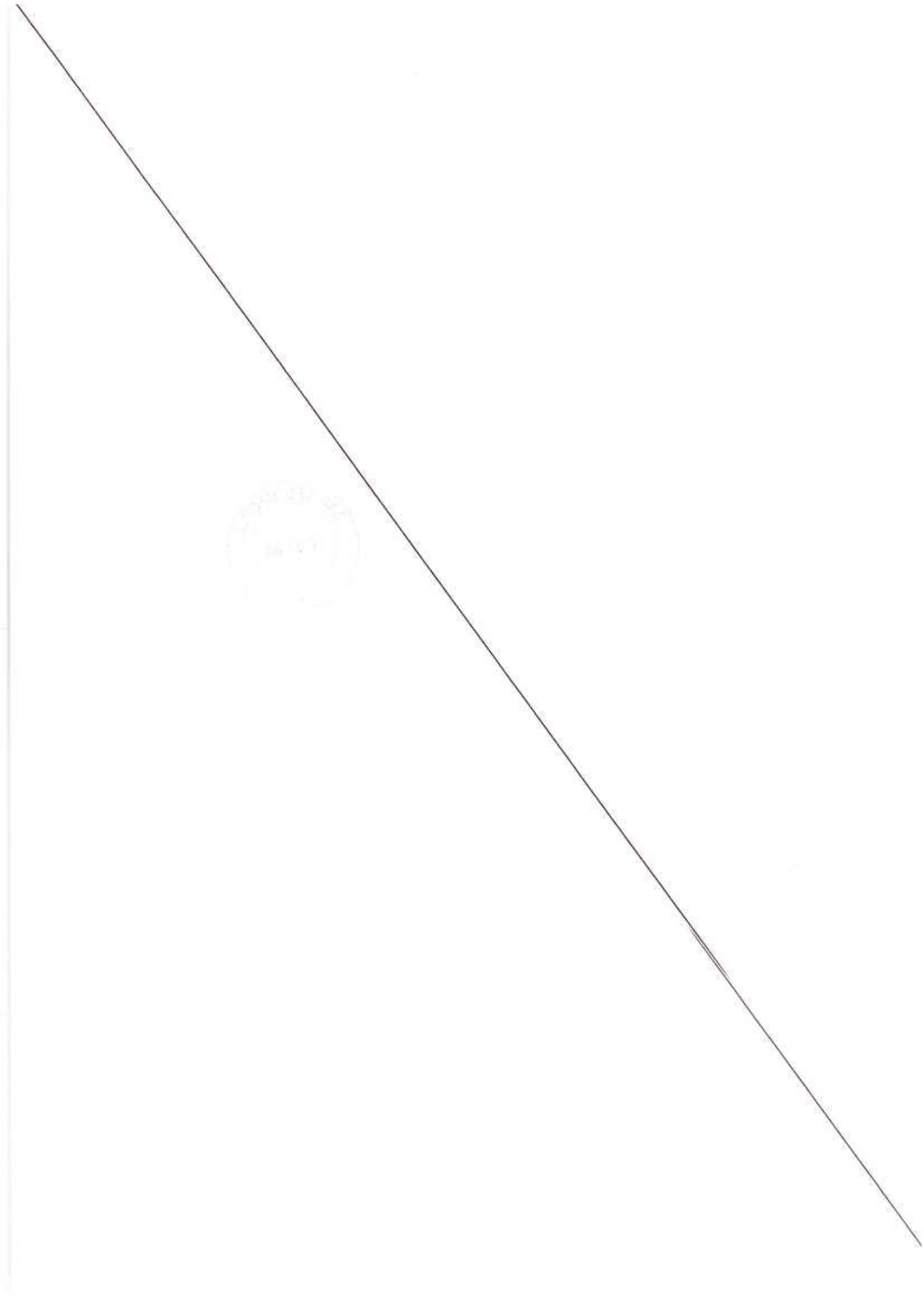
Fait à Toulon, le 16 juin 2025

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

POUR	12
CONTRE	0
ABSTENTION	0





**CONVENTION DE PARTENARIAT
ENTRE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE
ET L'ASSOCIATION AIVS LE TOIT
POUR LA PERIODE 2025/2027**

Entre :

- La Métropole TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE, ayant son siège à l'Hôtel de la Métropole – 107 Boulevard Henri Fabre – CS 30536 – 83041 TOULON Cedex 9, représentée par son Président en exercice, Monsieur Jean-Pierre GIRAN, dûment habilité par une décision du Bureau métropolitain n° en date du

Ci-Après désignée « La Métropole »

Et

- L'Agence Immobilière à Vocation Sociale « Le Toit » ayant son siège 1766 Chemin de la Planquette, 8130 LA GARDE, enregistré sous le numéro SIREN 397804238, représenté par Monsieur Gilles GRANDGUILLLOTTE, dûment habilité à cet effet,

Ci-Après désigné « L'AIVS LE TOIT »,

Il est préalablement exposé ce qui suit :

Le projet de Programme Local de l'Habitat (PLH) de la Métropole Toulon Provence Méditerranée est structuré autour de cinq grandes orientations et décliné en seize fiches actions.

Ce programme vise notamment à :

- Répondre aux besoins en logements en développant une offre adaptée et abordable, tenant compte des familles, des jeunes actifs, du vieillissement de la population et des besoins des publics spécifiques.
- Favoriser un développement équilibré et durable, conciliant sobriété foncière et réhabilitation urbaine, notamment à travers des projets de rénovation.

Ce troisième projet de Programme Local de l'Habitat n'est pas seulement le document cadre d'une politique publique, mais bien un projet de territoire résolument tourné vers l'habitant et devant répondre à ses besoins en matière d'habitat et de logement. Ce troisième PLH est donc le Programme Local de l'Habitant.

Il a également été partagé la nécessité de gérer au mieux le restant de foncier disponible. Une gestion « en bon père de famille », une gestion économe et efficiente s'avère plus que nécessaire. Aujourd'hui, sur le territoire de la Métropole, la production neuve ne peut plus constituer le seul vecteur de développement. Le parc privé existant doit être investigué et considéré comme un potentiel avéré.

Pour ce faire, il convient d'imaginer de nouveaux outils, partenariats et process permettant de concrétiser ce choix.

Créée en 1994, l'AIVS « Le Toit » est une association à but non lucratif qui a pour mission de gérer des logements de bailleurs privés au bénéfice de populations éprouvant des difficultés à se loger dans le parc privé ou social, tout en apportant des solutions de garanties locatives inédites aux propriétaires.

Son activité de gestion se conforme aux principes de la Loi Hoguet qui encadrent la profession d'agent immobilier. Celle-ci s'accompagne d'un accompagnement social renforcé, dès l'amont dans l'instruction des demandes, à l'entrée dans le logement et tout au long de la vie du bail en prévention des difficultés locatives des populations modestes et très modestes qu'elle accompagne dans leur parcours résidentiel.

L'AIVS « Le Toit » dispose de deux agréments préfectoraux spécifiques à la réalisation de ses missions : l'agrément « ingénierie sociale financière et technique » et l'agrément « intermédiation locative et gestion locative sociale ». Elle est la seule structure dans le département du Var à pouvoir déployer un mandat de gestion locatif social.

L'AIVS « Le Toit » gère environ 460 logements sur l'ensemble du Département du Var dont une grande partie (les deux tiers) est concentrée sur le territoire de la Métropole Toulon Provence Méditerranée. De ce fait, elle apparaît comme un acteur pertinent de l'objectif de mobilisation du parc locatif privé dans la Métropole, en articulation avec les autres dispositifs et partenariats que la Métropole met en place dans le cadre de ses politiques locales de l'Habitat.

La présente convention entre la Métropole et l'AIVS « Le Toit » s'inscrit dans ce cadre et vient décliner la mise en œuvre de l'action 10 du projet de PLH, intitulée "Réponse aux besoins en logement des plus démunis".

Ceci étant exposé, il est convenu et rappelé ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La convention entre l'AIVS « Le Toit » et la Métropole vise à renforcer et à étendre l'offre de logements privés abordables à destination de publics spécifiques. Elle s'inscrit également dans une dynamique de rénovation énergétique et de promotion du dispositif « Bien chez soi » porté par la Métropole.

L'objectif de cette convention est de développer une offre locative privée accessible aux ménages modestes du territoire métropolitain, tout en consolidant l'action de l'AIVS « Le Toit » sur ce périmètre. Cette démarche contribue ainsi à la production de logements abordables pour les publics prioritaires, tout en favorisant la mixité sociale et intergénérationnelle.

Concrètement, cette action repose sur :

1. L'accompagnement des bailleurs privés : L'AIVS « Le Toit » encourage la réalisation de travaux de rénovation et d'amélioration énergétique afin de remettre des logements sur le marché locatif et ainsi contribuer à la massification à l'offre de logements privés abordables au sein de la Métropole. Elle aura pour mission de promouvoir le conventionnement ANAH et apporter son expertise en complément du dispositif « Bien chez soi » de la Métropole. Un « pack » intégrant rénovation, conventionnement et mandat de gestion sociale est ainsi proposé.

2. La prospection et la captation de logements : L'AIVS « Le Toit » développe une offre de logements spécifiquement destinée aux publics identifiés comme prioritaires dans le projet de Programme Local de l'Habitat (PLH). Il s'agit notamment des ménages aux revenus modestes, des jeunes et des travailleurs temporaires, qui rencontrent des difficultés d'accès au logement.

ARTICLE 2 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention entre en vigueur à compter de sa date de notification.
Elle est fixée pour une durée de trois ans.

ARTICLE 3 : ENGAGEMENTS DE L'ASSOCIATION

L'association s'engage à :

- Mettre en œuvre le projet, objet de la présente convention,
- Mentionner le soutien apporté par la Métropole notamment en apposant son logo sur tous supports de communication destinés au public ainsi qu'à l'occasion de toute manifestation publique ou opération médiatique qui pourrait être organisée par ses soins,
- Informer sans tarder la Métropole par courrier recommandé avec accusé de réception en cas d'inexécution, de modification substantielle ou de retard dans la mise en œuvre de la présente convention,
- Porter à la connaissance de la Métropole tout changement de statut de l'association. L'Association informe sans délai la Métropole de toute modification, de toute nouvelle déclaration enregistrée au Registre National des associations et fournit la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire.
- Respecter le Contrat d'Engagement Républicain (CER) conformément au décret n° 2021-1947 du 31 décembre 2021 pris pour l'application de l'article 10-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000, en vertu duquel les associations et fondations bénéficiant de subventions publiques ou d'un agrément de l'Etat, s'engagent « *à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine ainsi que les symboles de la République (...)* », « *à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République* » et « *à s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public* ».

ARTICLE 4 : ENGAGEMENTS DE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

La Métropole s'engage à soutenir financièrement, pour l'exercice 2025/2027, l'association l'AIVS « LE TOIT » à hauteur de 120 000 euros conformément au budget prévisionnel en annexe II de la présente convention, soit 40 000 € par an pendant 3 ans, sous réserve du vote des crédits nécessaires au Budget Prévisionnel chaque année.

Un montant de 40 000 € est ainsi inscrit au budget principal 2025 (opération 62 HAB, chapitre 65/552).

Le concours apporté à la réalisation du projet porte sur 100% du montant des dépenses subventionnables, représentant la limite supérieure de la participation de la Métropole.

ARTICLE 5 : MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

L'engagement financier de la Métropole à hauteur de 120 000 euros correspond à une participation annuelle de 40 000 euros qui sera versée au bénéficiaire selon les modalités suivantes :

- Pour chaque année civile, un acompte de 50 % soit 20 000 euros, à la notification de la convention ou de la révision de l'annexe 1,
- Le solde annuel, soit 20 000 euros après la remise des pièces justificatives suivantes :
 - ✓ Un compte-rendu financier (si la subvention est accordée en vue de la réalisation d'une action ou d'un projet spécifique) conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations modifiée par la loi n° 2022-217 du 21/02/2022 (formulaire Cerfa n° 15059*02). Ce compte-rendu financier devra comprendre un bilan qualitatif du projet ainsi qu'un état détaillé des dépenses attestant de la conformité des dépenses à l'objet de la subvention, ainsi qu'une explication des données chiffrées,
 - ✓ Un rapport annuel d'activités,
 - ✓ Les comptes annuels de l'exercice certifiés par le Président de l'association ou par un expert-comptable (*si la subvention est supérieure à 75 000 euros*), bilan, compte de résultats et annexes ainsi que le rapport du commissaire aux comptes s'il y a lieu d'en désigner un (*obligatoire pour les associations bénéficiant d'une subvention supérieure à 153 000 euros*).

Les pièces nécessaires pour le versement du solde doivent être communiquées au plus tard dans les 6 mois suivant la clôture de l'exercice.

Les documents attestant de la réalisation du projet doivent être adressés à la Métropole par voie dématérialisée au service instructeur ou par courrier RAR.

La participation financière est créditée au compte du bénéficiaire dont les références figurent sur le relevé d'identité bancaire fourni par l'Association lors de sa demande de subvention.

Le versement de la participation financière s'effectue selon les règles de la comptabilité publique. L'ordonnateur de la dépense est le Président de la Métropole. Le comptable assignataire est le comptable public de la Métropole.

La Métropole contrôle à l'issue de la convention que sa participation financière n'excède pas le coût de la mise en œuvre du projet. Dans le cas où, après vérification des pièces transmises, le montant réel des dépenses serait inférieur au montant inscrit dans le budget prévisionnel, le solde à verser sera ajusté au prorata des dépenses réellement engagées et payées par l'association. Il sera également possible d'exiger le remboursement de la quote-part de subvention supérieure aux coûts éligibles du projet.

ARTICLE 6 : OBLIGATIONS FINANCIERES ET COMPTABLES DE L'ASSOCIATION

L'association adopte un cadre budgétaire et comptable conforme au plan comptable général révisé par le règlement n° 2018-06 du 5 décembre 2018 de l'Autorité des Normes Comptables.

L'association doit faire approuver et certifier conforme ses comptes par son Président (*pour une subvention comprise entre 23 et 75 000 euros*).

L'Association valorise et précise les mises à disposition de personnes, de biens meubles ou immeubles dans ses comptes annuels.

L'Association doit communiquer à la Métropole au plus tard 6 mois après la date d'arrêt des comptes, l'ensemble des documents visés à l'article 5 de la présente convention.

ARTICLE 7 : CONTROLES PAR LES SERVICES DE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANÉE

Dans le cadre du contrôle du bon usage des deniers publics, la Métropole contrôle et évalue l'utilisation de la subvention au regard de l'objet de la présente convention.

En vertu des dispositions de l'article L. 1611-4 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole pourra ainsi procéder ou faire procéder par ses services ou un tiers dûment mandaté à cet effet aux contrôles sur pièces ou sur place qu'elle jugerait utiles pour s'assurer de la bonne utilisation de la subvention et de la bonne exécution de la présente convention.

Dans ce cadre, l'Association s'engage à faciliter les contrôles des services de la Métropole tant d'un point de vue quantitatif que qualitatif, et leur communiquer sur simple demande tout document de nature juridique, fiscale, sociale, comptable et de gestion.

ARTICLE 8 : EVALUATION DU PROJET

Les parties s'engagent mutuellement à procéder en fin d'exercice à une évaluation du projet sur la base de critères quantitatifs et qualitatifs sur chacun des axes.

Ces indicateurs devront être renseignés sur la base des éléments définis en annexe I de la présente convention et figurer dans les pièces justificatives transmises au plus tard dans les 6 mois suivant la clôture de l'exercice.

La Métropole se réserve le droit de procéder à des points d'étape réguliers avec l'association afin de mesurer l'état d'avancement des actions subventionnées. A cette fin, l'association s'engage à mettre à disposition tous les éléments nécessaires à ce travail d'évaluation.

ARTICLE 9 : SANCTIONS EN CAS DE NON RESPECT DES OBLIGATIONS CONTRACTUELLES

En cas d'inexécution par l'Association de l'une ou l'autre de ses obligations contractuelles et en cas de retard dans la production des documents visés à l'article 5, la Métropole pourra, selon le cas, suspendre le versement de la subvention, en diminuer le montant ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées.

Il en sera de même si à la suite des opérations de contrôle des services de la Métropole, il apparaissait que la subvention a été totalement ou partiellement utilisée à des fins non conformes à l'objet de la convention.

La Métropole en informera l'association par courrier recommandé avec accusé de réception après avoir préalablement invité l'association à présenter ses observations dans un délai qui sera fixé par ledit courrier.

La Métropole pourra également résilier de plein droit la présente convention après avoir préalablement invité les représentants de l'Association à présenter leurs observations.

La résiliation de la convention implique l'interruption de la subvention et la restitution des montants indûment perçus n'entrant pas dans le cadre de la convention.

En outre, la Métropole pourra résilier de plein droit la présente convention sans indemnité, ni préavis, en cas de survenance de tout événement ayant pour effet de rendre sans objet la présente convention ou pour tout motif d'intérêt général, et le cas échéant en cas de retrait d'agrément, de dissolution, de liquidation judiciaire ou d'insolvabilité notoire de l'association.

La résiliation de la convention dans ces conditions entraîne l'interruption immédiate du versement de la subvention.

Le remboursement des sommes déjà versées se fera sur la présentation d'un titre de recettes notifié par le comptable public.

ARTICLE 10 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

La demande de modification de la présente convention par l'association est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification.

Dans un délai de 1 mois suivant l'envoi de cette demande, la Métropole peut y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 11 : RENOUVELLEMENT

La convention est conclue pour une durée de trois ans. Elle n'est pas renouvelable par tacite reconduction. En cas de demande de renouvellement, l'Association procédera au dépôt d'un nouveau dossier de demande de subvention.

L'instruction de la demande de renouvellement ne pourra se faire que si l'ensemble des justificatifs mentionnés à l'article 5 de ladite convention a été produit.

ARTICLE 12 : ASSURANCE ET RESPONSABILITES

L'Association s'engage à souscrire toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité et pour que la responsabilité de la Métropole ne puisse être recherchée.

Le bénéficiaire devra être en mesure de justifier à tout moment de la souscription de ces polices d'assurance et du paiement effectifs des primes correspondantes.

En cas de renouvellement de contrat pendant la durée de la convention, l'association devra envoyer l'attestation d'assurance renouvelée à la Métropole sans délai.

ARTICLE 13 : POLITIQUE DE GESTION DES DONNEES PERSONNELLES

Les données personnelles, collectées dans le cadre de l'instruction et de l'exécution des dossiers de subvention, font l'objet d'un traitement et la Métropole s'engage à ce que la collecte et le traitement de ces données soient conformes à la réglementation applicable en matière des données à caractère personnel (Règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel, et Loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés).

Collecte et utilisation des données

Des informations sur votre identité et sur votre rôle au sein de l'association, des informations financières ou personnelles, en fonction de la nature de votre demande sont collectées.

Elles sont obligatoires pour le traitement de votre demande afin d'étudier précisément vos droits. En cas de refus la demande ne pourra pas être traitée.

Finalité du traitement des données personnelles

Dans le cadre du traitement de demande de subvention, la Métropole collecte les données pour les usages suivants : instruction et suivi d'exécution des demandes de subvention dans le cadre d'action relevant de la compétence (...).

Destinataire des données personnelles

Les données collectées et enregistrées sont destinées aux services qui traitent les demandes et, si nécessaire, aux services compétents en matière de mandatement financier.

Conservation des données personnelles

Les données et justificatifs collectés sont conservés pendant 10 ans conformément aux obligations légales en vigueur.

Sécurité des données personnelles

Pour garantir un respect optimal de la vie privée, la Métropole prend toutes mesures appropriées pour la sécurité et la confidentialité des données à caractère personnel en vue de les protéger contre toute perte, destruction accidentelle, altération et accès non autorisés.

Droit d'accès, de modification, de rectification

Vous disposez d'un droit d'accès, de rectification et de suppression des données vous concernant.

Ce droit peut être exercé à tout moment directement :

- Par courrier électronique à : donnees_personnelles@metropoletpm.fr
- Par courrier postal à Monsieur le Délégué à la protection des données – Métropole TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE, 107, Boulevard Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9.

Toutefois, les demandes d'effacement sont assujetties aux politiques internes en matière de communication et de conservation de l'information, et aux obligations applicables prévues par la loi.

En cas de difficulté en lien avec la gestion de vos données personnelles, vous pouvez introduire une réclamation auprès de la CNIL – 3, Place Fontenoy – TSA 80175 – 75334 Paris cedex www.cnil.fr

ARTICLE 14 : RECOURS

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du Tribunal administratif de Toulon.

Fait à Toulon en trois exemplaires, le Pour la Métropole

Toulon Provence Méditerranée

Le Président
Jean-Pierre GIRAN

Pour l'Agence Immobilière à Vocation Sociale
« Le Toit »

Le Président
Gilles GRANDGUILLOTTE

ANNEXE I : LE PROJET

L'association s'engage à mettre en œuvre le projet visé à l'article 1^{er} de la présente convention :

Projet : L'objectif est de soutenir l'AIVS « Le Toit » dans sa stratégie de déploiement du mandat de gestion social afin de renforcer et massifier l'offre de logements abordables via le dispositif d'intermédiation locative. Ce déploiement permettra à la Métropole de renforcer par ce canal une offre spécifique en lien avec ses objectifs de peuplement.

		Montant sur trois ans	Détail
Axe 1 - Promotion des dispositifs de rénovation / chainage Propriétaires bailleurs		9 000	3000 par an
Axe 2 - offre spécifique	Initialisation	12 000	première année
	Gestion	62 500	à lisser sur les trois ans
	Captation	6 500	à lisser sur les trois ans
Total financement de TPM sur tranche de 3 ans		90 000	

a) Objectif(s):

AXE 1 - L'accompagnement des bailleurs privés

- Le renvoi des propriétaires bailleurs porteurs de projets de rénovation vers l'opérateur des dispositifs d'accompagnement à la rénovation pilotés par la Métropole ;
- La promotion dans les outils de communication de L'AIVS « Le Toit » des dispositifs métropolitains d'aide à l'amélioration de l'habitat destiné aux propriétaires bailleurs, en particulier dans le cas du conventionnement ;
- La participation aux opérations de promotion de ces mêmes dispositifs organisés par la Métropole et/ou son opérateur pour expliciter le relai que l'AIVS « Le Toit » constitue en matière de gestion locative adaptée, en particulier dans le cas de conventionnement ;
- Le traçage des propriétaires bailleurs ayant bénéficié des dispositifs Métropolitains d'aide à la réhabilitation et ayant confié la gestion de leur bien à l'AIVS « Le Toit » ;
- La production d'un bilan d'activité annuel sur les actions énoncées ci-dessus.

AXE 2 - La prospection et la captation de logements à destination de publics spécifiques

- La définition des publics prioritaires, cible de l'offre spécifique à développer par l'AIVS LE TOIT ;
- La construction d'une filière d'attribution (origine des demandes, critères d'attribution et de validation...) ;

- La prospection et la captation de 16 logements en file active in fine au bénéfice des publics prioritaires Métropolitains ;
- La gestion locative adaptée de ces 16 logements ;
- La participation de l'AIVS « Le Toit » à l'ensemble des instances de pilotage et d'animation portées par la Métropole permettant de renforcer l'action ainsi portée.

b) Indicateurs:

Indicateurs quantitatifs :

Axe 1 : Accompagnement des bailleurs privés :

- Nombre de conventions ANAH signées par an
- Nombre de bailleurs réorientés vers les dispositifs Métropolitains d'aide à la réhabilitation
- Nombre de participation à des événements organisés par la Métropole dans le cadre de son dispositif « Bien chez soi »

Axe 2 : La prospection et la captation de logements à destination de publics spécifiques

Prospection et captation de logements :

- Nombre de logements prospectés
- Nombre de nouveaux logements captés effectivement chaque année
- Taux de conversion des logements prospectés en logements captés (en %)
- Taux d'occupation des logements (en %)

Suivi des publics bénéficiaires :

- Nombre de ménages bénéficiaires par catégorie (jeunes actifs, travailleurs temporaires, ménages modestes)
- Nombre de candidatures traitées
- Nombre d'entrées et de sorties du dispositif par an.

Indicateurs qualitatifs :

Axes 1 et 2

Collaboration avec la Métropole :

- Participation aux instances de pilotage et d'animation
- Efficacité de la coordination avec les dispositifs métropolitains (« Bien chez soi »)

Axe 2 : La prospection et la captation de logements à destination de publics spécifiques

Satisfaction des bénéficiaires :

- Enquêtes de satisfaction réalisées auprès des locataires (critères : qualité de l'accompagnement social, qualité du logement, sécurité, etc.)
- Taux de satisfaction global (en %)

Accompagnement des bailleurs :

- Retour d'expérience des propriétaires ayant bénéficié du dispositif (facilité de gestion, avantages fiscaux, etc.)

- Nombre de bailleurs réitérant leur engagement au sein du dispositif
- Nombre de logements réhabilités / rénovés via un dispositif Métropolitain

c) Public(s) visé(s):

Publics en situation de précarité, de vulnérabilité et rencontrant des difficultés d'accès au logement, incluant :

- Les familles monoparentales
- Les jeunes actifs
- Les travailleurs précaires et saisonniers
- Les publics spécifiques identifiés comme prioritaires par la Métropole.

d) Localisation : quartier, commune(s), territoire métropolitain.

L'ensemble des communes de la Métropole.

e) Moyens mis en œuvre : outils, démarche, etc.

Prospection de logements :

- Réseautage actif avec les propriétaires privés, bailleurs sociaux par le biais de campagnes de sensibilisation, de réunions d'information, et de partenariats institutionnels
- Promotion du dispositif auprès des quelques 200 propriétaires ayant déjà confiés des logements à l'AIVS dans la Métropole
- Communication du dispositif auprès de la FNAIM, de l'UNPI, de la Chambres des Notaires
- **Sensibilisation auprès des propriétaires bailleurs identifiés dans le cadre du dispositif** « Bien chez soi » ou du dispositif « Bail Renov » piloté par l'ADIL du Var et SOLIHA Var
- Identification des logements vacants et prospection ciblée (exploitation du fichier LOVAC)
- Utilisation d'outils numériques statistiques pour la gestion de la file active (base de données, suivi des logements captés, etc.) => *A DEFINIR, pour l'instant le logiciel actuel ne le permet pas*

Captation de logements :

- Accompagnement personnalisé des propriétaires dans la mise en location sociale de leurs logements
- Aide à la constitution des dossiers de conventionnement ANAH
- Mise en place de contrats de baux sécurisés (souscription au dispositif Visale)
- Visite avant la prise en gestion et le cas échéant réorientation vers les dispositifs métropolitain de réhabilitation

Pilotage et évaluation :

- Participation aux instances de coordination de la Métropole (réunions, comités de suivi, etc.)
- Reporting régulier sur les indicateurs quantitatifs et qualitatifs mentionnés ci-dessus
- Ajustement des actions menées en fonction des retours d'expérience et des besoins identifiés

Accès au logement et accompagnement du public spécifiques:

- Mise en place d'une commission ad hoc d'attribution
- Coordination avec des acteurs sociaux locaux pour assurer un accompagnement adapté aux publics bénéficiaires.
- Suivi régulier des locataires pour garantir leur maintien dans le logement
- Proposition de mesures ASLL.

ANNEXE II : LE BUDGET DU PROJET

CHARGES	<u>Montant</u>	PRODUITS	<u>Montant</u>
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
60 – Achats		70 – Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services	
Prestations de services			
Achats matières et fournitures		74- Subventions d'exploitation	
Autres fournitures		État : préciser le(s) ministère(s) sollicité(s)	
61 - Services extérieurs		-	
Locations		-	
Entretien et réparation		Région(s) :	
Assurance		-	
Documentation		Département(s) :	
		-	
62 - Autres services extérieurs		Intercommunalité(s) : EPCI	
Rémunérations intermédiaires et honoraires		-	
Publicité, publication		Commune(s) :	
Déplacements, missions		-	
Services bancaires, autres			
		Organismes sociaux (détailler) :	
63 - Impôts et taxes		-	
Impôts et taxes sur rémunération,		Fonds européens	
Autres impôts et taxes		-	
64- Charges de personnel		L'Agence de services et de paiement (ASP -emplois aidés-)	
Rémunération des personnels		Autres établissements publics	
Charges sociales			
Autres charges de personnel		75 - Autres produits de gestion courante	

65- Autres charges de gestion courante		Dont cotisations, dons manuels ou legs	
		Aides privées	
66- Charges financières		76 - Produits financiers	
67- Charges exceptionnelles		77- produits exceptionnels	
68- Dotation aux amortissements		76 – Reprises sur amortissements et provisions	
CHARGES INDIRECTES RÉPARTIES AFFECTÉES		RESSOURCES PROPRES AFFECTÉES	
Charges fixes de fonctionnement			
Frais financiers			
Autres			
TOTAL DES CHARGES		TOTAL DES PRODUITS	
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES			
86- Emplois des contributions volontaires en nature		87 - Contributions volontaires en nature	
860- Secours en nature		870- Bénévolat	
861- Mise à disposition gratuite de biens et services		871- Prestations en nature	
862- Prestations			
864- Personnel bénévole		875- Dons en nature	
TOTAL		TOTAL	
<p>La subvention de.....€ représente% du total des produits :</p> <p>(montant attribué/total des produits) x 100.</p>			

